

Avec le défilé traditionnel du 14 juillet 2019, les questions de défense reviennent un peu d'actualité bien que, depuis juin, elles aient été largement présentes mais peu débattues dans nos médias « *grand public* ».

## **L'ennemi intérieur ou la remise en cause de la laïcité**

Plus discret, l'ennemi intérieur n'a pas disparu. Le rapport sénatorial sur la radicalisation au sein des services publics diffusé le 8 juillet est explicite (Cf. [en téléchargement Rapport du 27 juin 2019](#)). Comme tout « *mouvement* » activiste, même si l'islamisme radical n'est que peu structuré, ou simplement présent dans la cité sous une forme non violente, toutes les opportunités sont utilisées pour faire reculer la laïcité.

Ainsi, l'intrusion des burkinis dans une piscine de Grenoble, malgré les interdictions, est significative (Cf. [Le Figaro du 23 juin 2019](#)) avec cette volonté locale de mettre nos institutions et nos élus devant le fait accompli. Ce phénomène ne pourra que croître à terme devant la progression des populations musulmanes, qu'elles soient françaises ou étrangères, que cela soit due à l'immigration ou à une forte natalité.

L'INED a en effet publié une étude sur ce sujet (Cf. [INED, juillet 2019](#)). Le recensement de la France indique que près d'une naissance sur cinq en 2017 (19 %) était de mère immigrée (soit 143 000 sur 760 000). Les quatre premiers pays au taux de fécondité le plus élevé (entre 3,69 et 3,12 enfants par femme) sur le sol français sont l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Turquie. Si d'aucun refuse la théorie du grand remplacement, il me semble bien que les études démographiques rendent caduques ce rejet de la réalité (Cf. [Mediapart du 3 janvier 2018](#)). Une étude de Jérôme Fourquet (IFOP) à partir des prénoms des enfants à la naissance conforte aussi cette tendance (Cf. [Valeurs actuelles du 7 mars 2019](#)).

En outre, les provocations ou ce qui se présente comme telle se poursuivent. Ainsi un concert comportant un appel à la prière islamique en Saint-Louis des Invalides pour commémorer la fin de la guerre du Kosovo a suscité une lettre ouverte de cadres militaires à l'attention de l'évêque aux armées ... sans que cela ne l'émeuve particulièrement (Cf. [Valeurs actuelles du 3 juin 2019](#)). Cette « *profanation* » pose la question aussi de l'art - ce concert - et du respect de l'objet d'un lieu de culte et de la croyance qu'il représente mais est-ce qu'un chant chrétien aurait pu être entendu dans une mosquée?

Malheureusement, il s'avère que l'application de la laïcité doit être intransigeante devant les tentatives de « *communautarisation* » de notre société qui visent à terme de la mettre sous le contrôle d'une minorité religieuse. Au niveau local et dans l'optique des élections municipales de 2020, les citoyens électeurs devront trancher sur le respect des règles de la laïcité qui ne peuvent accepter aucun accommodement raisonnable nuisant au « *vivre ensemble* ».

## **Un éclairage sur les sous-marins**

Durant ces quelques semaines, les questions sous-marines ont été d'actualité. C'est l'opportunité de rappeler que les marines du monde entier s'équipent de plus en plus de sous-marins. Après trente ans de bons et loyaux services, le Saphir, premier sous-marin nucléaire d'attaque français, est retiré du service actif après 35 ans de service. Le Suffren, premier sous-

marin nucléaire d'attaque de la classe Barracuda, est lancé ce 12 juillet (Cf. [20 minutes](#)). Un accident a en revanche frappé un sous-marin russe le 4 juillet. C'est aussi la reprise des recherches par le ministère des Armées de l'épave du sous-marin français Minerve, disparu il y a cinquante et un ans.

## **Retour sur le Rwanda, 25 ans après**

Les forces armées françaises sont de nouveau confrontées à la polémique sur le Rwanda. Cependant, l'exemplarité des soldats français de l'opération Turquoise a été rappelée à l'occasion d'un colloque qui s'est tenu le 14 juin aux Invalides. Certes, celui-ci avait été annoncé à la presse selon Le Monde au dernier moment et fermé au grand public. Nous en sommes au stade où les armées se dissimulent et finalement refusent le combat de la vérité et de la mémoire.

Cependant, le général Lecointre, chef d'état-major des armées, s'est exprimé avec clarté et précision durant ce colloque en tant qu'officier ayant participé à l'opération Turquoise. Une partie de ses propos ont été repris (Cf. [Le Monde du 17 juin 2019](#)) : « *Cette mission était une très belle mission. Ce colloque est une nécessité. Il faut absolument lutter contre la simplification abusive, la tentation de la polémique. Aucun de nous ne détient la vision holistique de cette opération d'une grande complexité. Si on doit accepter de n'avoir qu'une partie de cette vérité, on doit revendiquer la sincérité de nos témoignages et la très grande noblesse de cette action.* »

Un autre point a été abordé par le CEMA, celui des « *faiseurs d'opinion* ». Ceux-ci « *ont besoin de vérité simple. La vérité simple passe par la définition d'un gentil et d'un méchant. C'est beau, l'indignation ! (...) Mais il n'y a pas de gentils, pas de méchants. Il y a un déchaînement de violence, la mort partout, à "Turquoise". Il y a l'horreur et au milieu de tout ça, essayant de démêler le sens de la mission (...), des soldats qui essaient d'avoir une action droite la plus intelligente possible.* »

Il fallait le dire et répondre à ces indignations sélectives au service de « LA » vérité voulue par les faiseurs d'opinion, si facilement mises en lumière sinon instrumentalisées et favorisées par la connectivité de notre société. En outre, la tentation de la repentance n'est pas morte en France. Le président Macron a bien souhaité qu'il y ait en France une journée du souvenir sur le génocide des Tutsis le 7 avril de chaque année (Cf. [L'Express du 7 avril 2019](#)), ce que l'on ne peut que contester... avec force et vigueur.

Pour contextualiser cette OPEX, je joins cet article que j'ai rédigé en mai 1994, vingt-cinq déjà, alors que j'étais chroniqueur à la revue « *Défense nationale* » sur les opérations de maintien de la paix (Cf. [Mon article de juillet 1994 en téléchargement](#)) et ce clip de 15 minutes (Cf. [Clip sur le Rwanda](#)) qui témoigne de l'opération Turquoise.

## **Discrimination positive au sein des armées ?**

Une nouvelle nomination au ministère des Armées montre la mise en place progressive d'une discrimination positive dans notre société. En bref et simplement, il ne faut pas être blanc, homme, sinon « *hétéronormé* », de plus cinquante ans (je ne fais que reprendre les propos de

politiques ou d'acteurs de la société civile), j'ajouterai « *militaire* » si l'on veut aboutir aux plus hauts postes. J'avais d'ailleurs réagi partiellement à cette situation dans un article pour le Figaro il y a juste dix-huit ans, article qui me paraît aujourd'hui bien prémonitoire (Cf. [Le Figaro du 12 juillet 2001 en téléchargement](#)).

Ainsi, en Conseil des ministres du 25 juin 2019, Isabelle Saurat, conseillère maître à la Cour des comptes, a été nommée Secrétaire générale pour l'administration (SGA) du ministère des Armées à compter du 22 juillet 2019. Elle succède au contrôleur général des armées Jean-Paul Bodin. En bref, un nouveau poste de responsabilité qui échappe aux militaires confirmant une tendance qui ne faiblit pas malgré les changements de gouvernement (Cf. mes billets du [25 juin 2017](#), du [15 mai 2016](#), du [8 novembre 2015](#), du [12 juillet 2015](#), du [15 février 2015](#), du [29 juin 2014](#), du [29 septembre 2013](#) et du [15 juillet 2012](#)).

Civilianisation et féminisation des postes de haute responsabilité marginalisent progressivement les militaires masculins mais si ceux-ci l'acceptent en ne disant pas grand-chose, cela peut se comprendre. Cependant, ne pas occuper le terrain, c'est le perdre. La compétence pour le choix des postes devrait être de rigueur surtout si l'on ne cesse de se référer au mérite républicain. Cette nouvelle SGA a certes été choisie pour sa compétence mais où sont passées les « *contrôleuses générales* » au lieu de laisser cette place à un haut fonctionnaire ? Revendiquer la féminisation des postes, sinon la parité sous une forme dogmatique, idéologique même, est-ce réellement la preuve de la reconnaissance d'une compétence ? Je n'en suis pas sûr. La campagne d'influence, sinon d'intimidation médiatique féministe porte néanmoins ses fruits avec la « *complicité* » d'un certain nombre de ... mâles.

### **Une période intéressante pour réfléchir sur l'industrie d'armement**

N'oublions pas le Salon international de l'aéronautique du Bourget du 17 au 23 juin 2019, vitrine des savoir-faire de l'industrie nationale d'armement. Le Rafale a multiplié ses démonstrations, ce qui permet d'évoquer cette réglementation américaine appelé ITAR (Cf. [La Tribune du 23 avril 2018](#), pour en savoir plus) qui interdit toute utilisation sans autorisation de matériel américain dans un équipement militaire. Elle a retardé le développement du Rafale et incite à la réflexion sur notre souveraineté technologique. La maquette du démonstrateur du futur avion militaire franco-allemand prévu ... pour 2040 a aussi été présentée.

Le stand Thalès présentait un grand nombre de systèmes électroniques, « *cyber* » et de renseignement particulièrement novateurs pour les guerres futures (Cf. [Video Thales](#)). Le général Bouquin, conseiller militaire, a présenté la transformation numérique et son influence sur la guerre avec ces quatre piliers que sont la connectivité, le « *big data* », l'intelligence artificielle et le cyber avec leurs effets sur la conduite des opérations : fusion de données multi-capteurs, aide à la décision et donc au travail d'état-major, le combat collaboratif et l'accélération du tempo de la manœuvre

En même temps, le débat public se portait sur les exportations d'armement notamment français vers l'Arabie saoudite et bien sûr sur leur emploi au Yémen. Polémique bien malhonnête mais cela devient habituel. Qui peut dire sans erreur que telle arme ait servi d'une manière peu appropriée ? Aussi, nous avons eu la « *joie* » de revoir nos camarades dockers CGT français qui, comme en 1990, se sont opposés à l'embarquement d'équipements militaires

sur des navires. Peut-on, doit-on encore tolérer cette mainmise syndicale et politique sur nos ports et notre politique étrangère (Cf. [Mon billet du 22 mai 2016](#) montrant que rien ne change vraiment en France) ?

Enfin, les revendications mémorielles ont repris avec cette tribune dans le Monde du 6 juillet (Cf. [Le Monde du 6 juillet 2019](#)). Le 75<sup>e</sup> débarquement en Provence qui vit la Première armée française reconquérir notre pays à partir du 15 août 1944 devrait, selon cette tribune, mettre à l'honneur les troupes indigènes. La lecture des noms signataires incite à poser la question : participent-ils en temps normal aux commémorations qui célèbrent le sacrifice de tous nos soldats pour la Nation : 11 novembre, 8 mai, sinon à toutes les autres commémorations ?

En outre, chaque année le débarquement de Provence est largement commémoré dans le Sud-Est de la France. Les élus, la communauté de défense (Cf. [Site de l'ONAC-VG Les chemins de la mémoire](#)), les Etats-Unis qui envoient une délégation et un navire de guerre, n'oublient pas tous ces combattants ! Ces revendications constantes d'une identité à la limite d'une forme de communautarisme et d'un devoir de mémoire sélectif deviennent indécentes et il serait temps comme sur beaucoup de sujets que nous réagissions à cette division organisée et voulue de notre Nation.

### **L'appel au retour de l'autorité**

Citons enfin cette belle interview du général de Villiers sur l'autorité (Cf. [Le Monde du 3 juillet 2019](#)) faisant suite à son second ouvrage « *Qu'est-ce qu'un chef ?* ». Tout y est dit alors que notre société s'effrite. Pour régler ses problèmes personnels, ses insatisfactions, chaque individu veut faire partager sinon imposer à la collectivité sa situation, ses états d'âme, ses problèmes afin que ceux-ci deviennent prioritaires avant l'intérêt général, c'est-à-dire avant un intérêt partagé par le plus grand nombre et non par une minorité au sein de la communauté nationale. Le dernier cas a été celui de ces quelques centaines de professeurs -correcteurs des épreuves du bac. A voir si des sanctions seront réellement appliquées ou si la politique de l'autruche sera poursuivie. L'autorité doit s'exercer sans faiblesse dans une société qui a perdu ses repères et se délite sous les coups des minorités quelles qu'elles soient.

### **Pour conclure**

Souhaitons la bienvenue dans leurs garnisons aux officiers de gendarmerie de la promotion Colonel Beltrame (Cf. [Le Figaro du 26 juin 2019](#)), nom qui, peu à peu, trouve sa place dans l'appellation de nos rues. Un effort à poursuivre.